

Assurer le "sauvetage" d'une langue: les conditions nécessaires sont-elles suffisantes?

Christian LAGARDE

Université de Perpignan - Via Domitia, 52, av. Paul Alduy,
F-66860 Perpignan Cedex;
lagarde@univ-perp.fr

As Joshua Fishman demonstrate in *Reversing Language Shift*, saving a language would be possible working in two ways: from the half upper part of Fishman's "Graded Intergenerational Disrupting Scale" or from its half lower part. Saving from the upper part means developing language planning from State power or self-governing power on corpus and status. Power is considered as the right and necessary place to make it work, spreading language imposing laws and rules to speaking-citizens and/or inciting them to do it. However, many examples show that imposition doesn't work without individual and collective speaker support: linguistic consciousness and loyalty based on social and intergenerational transmission. Both analysis are right and completing each other: political national(ist) consciousness and loyalty is the right base of fighting for reaching power. So, do necessarily saving a language and nationalism go hand in hand?

Key words:

Sociolinguistics, language policy, language planning, language shift, language conflict.

1. En toile de fond, le débat sur la "mort des langues"

Avant d'aborder la problématique "du sauvetage" des langues, il me paraît indispensable d'évoquer le danger qui les guette, ce qu'on a dénommé la "mort des langues". La question, on va le voir, a lieu d'être soulevée, et elle a été clairement ainsi formulée dans la littérature sociolinguistique depuis la date et sous la forme de ce que Louis-Jean Calvet a baptisé "la grande peur de l'an deux-mille" (Calvet & Varela, 2000), à travers le *Language Death* de David Crystal (2000) et – plus médiatisé et poussant plus avant la dramatisation – le *Halte à la mort des langues* de Claude Hagège (2000). Ce dernier ouvre son livre sur un constat alarmiste:

Sait-on qu'en moyenne, il meurt environ 25 langues chaque année? Il existe aujourd'hui dans le monde 5 000 langues vivantes. Dans cent ans, si rien ne change, la moitié de ces langues seront mortes. (Hagège, 2000: 9).

que nous pouvons rapprocher de celui, plus pessimiste et désabusé encore, de la linguiste catalane Carme Junyent:

Quand on dit qu'au cours du xxie siècle s'éteindront 90% des langues actuellement parlées, on suppose souvent qu'il ne s'agit là que d'une "prédiction" et cela n'émeut guère davantage qu'une lointaine menace. Il est certain que les espèces animales menacées – qui n'atteignent pas 10% du total – émeuvent bien davantage que cette déroute linguistique annoncée (Junyent, 1998: 15).

On sait cependant à quel point la métaphore ainsi utilisée par les tenants d'une écologie des langues, défenseurs de celles en danger ou en

"obsolescence" appelant de leurs vœux des actions de soutien au nom de la perpétuation du pendant de la biodiversité, est imparfaite: à la différence du vivant, sous ses espèces végétales ou animales, rien n'est génétiquement inscrit/écrit quant au devenir des langues: il ne saurait être confondu avec celui de ses locuteurs.

Loin de sa position de divulgateur de la "glottophagie" (Calvet, 1974), Calvet (2002: 91-131) taxe ce discours de "Politico-Linguistiquement Correct" pour s'inscrire dans une optique sans doute plus objective mais teintée d'inspiration darwiniste: telle langue viendrait à disparaître au motif de son inadaptation aux conditions évolutives de son environnement, lorsqu'elle viendrait à perdre sa fonctionnalité pratique et/ou symbolique. Ce à quoi Junyent rétorque que *primo* "les langues glottophages" sont elles-mêmes concernées "parce qu'[elles] font partie de l'écosystème indispensable à leur existence" et *secundo* que "le processus d'homogénéisation linguistique est indissociable du processus accumulatif de l'économie mondiale" (Junyent, 1998: 10). Elle met ainsi en évidence la logique de laisser faire de type libéral favorable à l'"hypercentralité" qui sous-tend la position nouvelle de Calvet, dont Boyer (2002: 166) se demande "quelle mouche [l'] a piqué" pour effectuer un tel revirement idéologique. De quelque côté qu'elle incline, la sociolinguistique, du fait de sa prise en compte et de sa lecture des conditionnements sociaux de la parole, n'échappe aucunement à l'idéologisation. Ainsi, pour le même Boyer:

(...) le linguiste [Hagège] est ici [dans Halte à la mort des langues] pleinement sociolinguiste et militant d'une cause humaniste et écologiste. (Boyer, 2002: 162)

Le discours scientifique n'échappe donc que difficilement à la métaphorisation, et si à la "mort" des langues il est préférable d'opposer leurs différents degrés et modalités de "vitalité" (*cf.* Giles *et al.*, 1977), c'est sous le vocable "substitution" que la question apparaît le mieux engagée: une langue "meurt" en effet bien plus souvent en raison de la désaffection/désertion de ses locuteurs au profit d'une autre – par rupture de leur pacte de loyauté linguistique à son égard – que du fait de leur disparition biologique: l'*homo loquens* perdure en effet, sous les espèces du même individu ou de sa descendance. Pour m'être moi-même risqué sur le terrain très délicat d'une modélisation des situations (socio)linguistiques, par le croisement des concepts d'*habitus* et de *status* (Lagarde, 2004), je me dois (nous nous devons) de reconnaître à Fishman et à ses disciples la paternité de cette tentative d'objectivation de situations extrêmement dissemblables, matérialisée dans son *Reversing Language Shift* (1991/1996). En tant qu'envers et avers de ce phénomène, Fishman s'intéresse à la fois aux facteurs déclencheurs de la perte de loyauté et aux paliers qui jalonnent le retournement de la substitution linguistique, qu'il représente sous la forme de

l'"Echelle Graduée de Rupture Intergénérationnelle" (GIDS: Fishman, 1991: 395; cf. Annexe).

2. Sauver par le haut: la planification linguistique

L'observation et le recours à un certain nombre de critères permet à Fishman de formuler un diagnostic sur le degré de fragilité d'une langue, à un moment donné de son histoire par rapport aux risques de substitution qu'elle encourt. Depuis l'étude fondatrice de Haugen (1966) au sujet du norvégien, il est établi que les principales dispositions permettant de sauver puis d'imposer socialement une langue relèvent de la planification linguistique, entendue comme la palette de dispositions mettant en œuvre une politique linguistique émanant d'une force politique instituée ou prétendant l'être.

En un mot (et en extrapolant à partir du cas décrit par Haugen), il appartient à l'Etat (ou il est envisagé qu'il appartienne à un Etat à venir) de définir des orientations en faveur d'une langue nationale ou d'une pluralité linguistique (selon qu'il se définit lui-même comme mono- ou bi- ou multilingue) sous des formes susceptibles de ne pas porter atteinte à son intégrité et à son autorité. L'autorité, qu'elle relève directement de l'Etat ou soit déléguée à des entités infraétatiques, permet d'assigner à des organes administratifs des tâches de promotion et de contrôle de cette/ces langue(s). Les domaines prioritaires d'intervention sont bien connus: actions sur le *corpus* de la/des langue(s) par des avancées dans la codification tendant à sa/leur standardisation; sur le *status* en promouvant la langue désormais dotée d'un prestige social à travers l'administration elle-même, les sphères éducatives, communicationnelles et plus largement de la vie sociale.

Le pouvoir politique se dote ainsi de deux formes d'intervention complémentaires et prescriptives: les coercitives et les incitatives. Les instruments d'une planification, qui ne se définit pas toujours en tant que telle, sont de puissants leviers dont dispose à volonté le pouvoir. Les relations avec les organismes administratifs situés dans son orbite – les sphères d'autorité telles que la police ou la justice – conditionnent le degré de citoyenneté accordé à l'individu ou recherché par lui; d'où son intérêt à se mettre en conformité avec les instances légitimes (tout discours "autorisé", selon la formule de Bourdieu, se doit d'être produit dans la langue qui l'est aussi), sous peine de marginalisation sociolinguistique et donc sociale. La politique éducative en matière de langues, sous ses volets d'alphabétisation dans telle ou telle d'entre elles, d'optionalité voire d'exclusion de telle ou telle autre du système scolaire, est elle aussi susceptible de générer promotion et/ou exclusion sociale. La/les langue(s) utilisée(s) dans les moyens de communication de masse conditionne(nt) puissamment l'accès à l'information, à la culture et aux loisirs, et donc le développement personnel et social de l'individu. Enfin, tous les éléments composant l'environnement socioculturel de

celui-ci sont susceptibles de contribuer à le façonner, dans un sens qu'il peut aussi bien redouter que rechercher.

Dans le cas des dictatures (le franquisme en Espagne en a été la plus parfaite illustration), la répression s'exerce à l'encontre des contrevenants; ailleurs, l'autodénigrement est instillé insidieusement (notamment par l'institution scolaire républicaine française) chez les locuteurs de langues potentiellement ou effectivement concurrentes: gratifications ou exonérations financières récompensent les manifestations de loyauté linguistique des locuteurs natifs ou de convergence de la part d'alloglottes (les gouvernements basque ou catalan d'Espagne pratiquent cette politique sous forme d'aides à la recherche, à l'édition, à la formation linguistique interne des personnels, etc.), assorties de formes diversifiées de valorisation de ces mêmes types de comportement (distinctions honorifiques incitant à l'intégration voire à l'assimilation).

Ces quelques exemples illustrent l'intrication des plans pratique et symbolique dans la mise en œuvre et la réussite d'une planification linguistique pilotée par le haut, à partir du pouvoir politique. Nous sommes ici strictement dans la deuxième phase (supérieure) de la GIDS (niveaux 4a, 4b, 3, 2 et 1) qui regroupe les éléments d'offre de services que doit présenter à notre époque une langue pour sortir d'une stricte vernacularité et atteindre un certain degré de véhicularité. Or son auteur qualifie cette phase de "Renversement de la Substitution Linguistique pour dépasser la diglossie suite à son acquisition", ce qui présuppose que les conditions requises pour la première ("RLS pour atteindre la diglossie") sont déjà réunies. Pour Fishman il y a dans les 8 ou 9 niveaux de la GIDS une sorte de hiérarchisation pyramidale qui signifie que l'obtention des niveaux supérieurs sans celle des éléments constitutifs des niveaux inférieurs est de nature à compromettre le succès de l'entreprise de "sauvetage" linguistique.

3. Sauver par le bas: la conscience linguistique

Comparé à celui "par le haut", le sauvetage "par le bas" souffre d'un flagrant déficit de sophistication: il ne se base pas sur les diverses modalités de l'ingénierie linguistique évoquées mais sur la perpétuation "naturelle" des langues (transmission intergénérationnelle et maintien de leur vernacularité). Il suppose en fait, aussi bien sur le plan des pratiques que des représentations (c'est-à-dire au niveau symbolique), l'existence d'une communauté linguistique et la reconnaissance de celle-ci en tant que génératrice d'une conscience identitaire linguistique.

La perte de la langue est très fortement liée à la rupture de la transmission intergénérationnelle de la langue, ne permettant plus véritablement de lui conférer le statut de "we-code" (cf. Gumperz, 1989), c'est-à-dire à l'individu de

s'identifier par appartenance et différenciation à un *nous* (la communauté, sociale et linguistique) dont il est issu. Le "sauvetage par le bas" incombe tout particulièrement, en tant que transmetteurs (aussi bien chez les autochtones que chez les immigrants/immigrés), aux plus âgés, et peut se manifester de leur part à travers des formes variables de comportements et d'attitudes irrédentistes. En tant que tel, l'irrédentisme (Mackey, 1976) s'inscrit à contre-courant de la dynamique sociolinguistique dominante et se trouve généralement stigmatisé. C'est précisément pourquoi le RLS doit s'appuyer sur lui, sur sa position de résistance face à un tel processus. Lorsque la rupture intergénérationnelle dans la transmission de la langue est consommée, elle peut être néanmoins rétablie, à tout le moins sur le plan des affects (relations grands-parents/petits-enfants) et prendre un tour minimal de transmission patrimoniale alliant toutes les formes de savoir et de savoir-faire, y compris linguistiques (niveau 7 de la GIDS).

Cependant, la seule cellule familiale même élargie ne saurait suffire au (néo)locuteur de la langue menacée. Les interactions propres à cette sphère sont trop limitées (choix des interlocuteurs ou des répertoires) pour que l'identification ne soit pas perçue sous la forme de l'appartenance à un isolat. Le niveau 6 établi par Fishman, qui pose l'existence d'une "concentration démographique intergénérationnelle" entendue comme l'environnement social proche de l'individu ("*home-family-neighbourhood-community*", 398), est à cet égard bien plus déterminant. C'est la raison pour laquelle le gouvernement basque se fixe comme objectif premier de favoriser le "renforcement des milieux traditionnels" d'expression en euskera (Gobierno vasco, 1994), essentiellement ruraux et dédiés à la pêche (les *bertsolari* improvisant leurs chants dans les tavernes de village). Encore faut-il que ladite concentration atteigne certaines dimensions spatiales et/ou démographiques: famille élargie, quartier, village, canton, département ou région, communautés-gigognes, n'offrent pas le même rendement au plan de l'identification. Quoique ne les effaçant pas, l'appartenance au groupement le plus large a tendance à primer sur celui/ceux de plus petite échelle.

De même l'identification de la communauté à un territoire se révèle souvent déterminante. Que l'on pense, *a contrario*, à la volonté délibérée des Etats de casser les sphères territoriales traditionnelles basées sur ou ayant engendré des consciences communautaires, à seule fin d'en créer et d'en imposer de nouvelles (les départements de la République française par rapport aux provinces d'Ancien Régime; les découpages rectilignes des états africains issus de la décolonisation). Par ailleurs, Fishman a raison d'insister sur le fait que cette identification se réalise plus aisément en milieu rural et traditionnel ("dans les contextes modernes et démocratiques, ce n'est pas du tout [aussi] facile"; 398), mais il suffira de penser, *a minima*, au rôle dévolu aux quartiers (parfois néo-ghettos) urbains pour des langues d'immigration (l'arabe ou le

turc, certaines langues d'Afrique subsaharienne ou asiatiques aujourd'hui; l'italien, l'espagnol ou le portugais naguère) pour y voir des formes de "reterritorialisation" des langues.

La prise de conscience par l'individu de son appartenance à une communauté, comme dans tout processus d'identification, est susceptible d'engendrer des comportements (pratiques) et des attitudes (représentations) antinomiques, sous forme d'adhésion-imitation ou de rejet: si le *nous* fédère et protège comme un refuge, il impose aussi à l'individu des modèles de comportement plus ou moins contraignants, ou en tout cas, ainsi que l'a souligné Labov (1976 et 1978), de partager (sans forcément les mettre en application) des normes d'usage social et linguistique. C'est du degré d'unanimisme par rapport à ces normes aussi bien que du poids démographique communautaire que dépend fondamentalement la dénommée "vitalité ethnolinguistique" (Giles *et al.*, 1977). A partir de cette base s'initie la recherche de l'amélioration du *status* (la tension vers davantage de prestige et moins de stigmatisation et/ou d'autodénigrement) et celle de différentes formes d'appuis structurels et institutionnels. Au niveau 5 de la GIDS (le plus élevé du "RLS pour atteindre la diglossie"), Fishman mentionne ainsi la création d'écoles privées enseignant la langue menacée.

Résumons-nous: qu'il s'agisse d'irrégentisme, de communauté linguistique ou de conscience identitaire, le fil conducteur qui fédère et structure les individus-locuteurs est d'ordre idéologique. L'idéologie linguistique est tout autant le moteur de la "mort des langues" (de la "substitution linguistique") que du "renversement" susceptible d'assurer leur "sauvetage". Fishman ne dit pas autre chose: "Tout devient possible dès lors que l'entreprise de RLS peut compter sur la participation des individus les plus impliqués et les plus conscientisés idéologiquement" (395). Or, comme cela a été souligné à juste titre, l'expression "guerre des langues" propagée par Calvet (Calvet, 1987) est impropre si elle est prise au pied de la lettre: si guerre il y a, elle a lieu entre groupes ou communautés de locuteurs et résulte de l'instrumentalisation qu'ils font de leur(s) langue(s) respective(s), entre autres diacritiques (s'y amalgament souvent en effet des critères raciaux ou ethniques, religieux sous-tendus par des options politiques et/ou des intérêts socioéconomiques divergents).

4. Le "haut" et le "bas", ou: du politique au politique?

La GIDS de Fishman est un schéma orienté, comportant des strates devant conduire une langue menacée de substitution à sortir, par le haut, de cette mortelle spirale. Lue en degrés ou interprétée selon un phasage, cette échelle qui, dans l'esprit de son concepteur, forme un tout, est scindée en deux sous-ensembles qui se distinguent par la détention ou non, de la part du groupe linguistique envisagé, de formes plus ou moins complètes de pouvoir.

La première observation qui s'impose concerne la place de l'individu dans un tel dispositif. Et force est de constater que si son action est toujours déterminante en tant que tel, il n'est jamais envisagé que comme partie intégrante (et militante) d'un groupe dont la base est le noyau familial. Autre caractéristique, le libre choix linguistique de l'individu: il lui appartient soit de perpétuer une tradition linguistique en contribuant, en tant que maillon, à la transmission intergénérationnelle, soit de renouer avec elle si elle a été interrompue, soit enfin d'adhérer (si la langue menacée n'est pas sa langue première) à cette perpétuation en tant que néo-locuteur. Il exerce ce faisant un acte de pleine citoyenneté, qui lui est reconnu aussi bien par l'article 2 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, que par la Convention de l'UNESCO et la Charte des Nations Unies.

La décision de l'individu s'inscrit donc dans une perspective politique dans son sens le plus large. Elle n'est nullement négligeable, ni en droit ni dans les faits; elle donne lieu à et se fonde sur l'expression d'une loyauté linguistique, qu'il peut concevoir comme exclusive ou plurielle: son identité linguistique (ou ethnolinguistique) revêt alors soit la forme d'"identité-racine", soit celle d'"identité-rhizome". Cette dichotomie a été proposée par Deleuze et Guattari (1980) et développée par Glissant (1990), qui militent en faveur de la seconde en tant qu'élément de consensus et d'harmonie impossible à atteindre dans le cadre de l'essentialisme que porte en germe la conception de la "racine".

Or pour Aracil, l'un des fondateurs de la sociolinguistique catalane, il ne saurait y avoir, chez le même individu, de loyautés partagées (Aracil, 1982): cette position devient intenable face à des exigences contradictoires (le "conflit linguistique") où le locuteur est en quelque sorte sommé de prendre parti. Nous retrouvons cette même perspective dans le texte de la Déclaration Universelle des Droits Linguistiques élaboré à Barcelone en 1996 (et signé par des ONG et non des états), qui (contrairement aux termes de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme) n'envisage le locuteur que comme membre d'une communauté linguistique jouissant d'un territoire. On voit bien comment on en revient au débat entre les concepts juridiques du "principe de personnalité" et du "principe de territorialité", et, dans ce dernier cas, à un positionnement d'ordre politique revendiquant un plus ou moins grand niveau d'autonomie pour des territoires découpés selon des critères linguistiques.

Dans les faits, la seule volonté individuelle est-elle capable de faire reconnaître son droit (imprescriptible, selon les textes internationaux officiels majeurs) de non-discrimination en raison de sa langue? Rien n'est moins sûr. En revanche, un collectif est plus susceptible d'y parvenir. Or ce collectif, groupe ou communauté linguistique, n'est autre (même si le terme est gênant de par ses connotations) qu'une "nation culturelle", aussi bien selon l'interprétation herdérienne que d'après celle de Renan, en tant que "plébiscite

de chaque jour" (Caminal, 1998: 11-40). Si tant est, comme on s'accorde aujourd'hui à l'affirmer à partir de la pensée de Gellner (1997), que "c'est le nationalisme qui crée la nation, et non l'inverse", et si le glissement de la "nation culturelle" vers la "nation politique" puis la "nation juridique" s'opère, anciennement déjà (1807-1808) chez Fichte, l'association de la revendication linguistique à celle du territoire se trouve clairement balisée, et pourquoi pas légitimée.

Dans le nationalisme (ou le micro-nationalisme), ou à défaut dans le communautarisme, la revendication "du bas" rencontre celle "du haut" pour mieux assurer le "sauvetage" d'une langue menacée. La revendication "du bas" est celle des locuteurs, dont le groupement est, pour qu'un degré quelconque de réussite soit en vue, une nécessité. Le communautarisme strict ou le nationalisme deviennent alors le moyen d'obtention des instruments institutionnels ou para-institutionnels (réunis dans la partie haute de l'échelle de Fishman) grâce auxquels le "sauvetage" a de bonnes chances de se réaliser. En contrepartie, le communautarisme ou le nationalisme instrumentalisent la langue, en faisant d'elle leur étendard, et le "sauvetage" linguistique, en faisant d'eux un élément majeur de légitimation. Ainsi, quiconque (en tant que citoyen libre de ses choix) entend sauver la langue est amené à apporter son suffrage à qui la défend, et ainsi se crée un lobbying, communautariste ou nationaliste, qui peut avoir de beaux jours devant lui. En Espagne, sur un quart de siècle, le Pays Basque aujourd'hui encore et la Catalogne jusqu'à tout récemment, en administrent la preuve. Sans parler de l'expansion de l'hébreu en Israël et en Cisjordanie, il en est de même, concernant le yiddish, du différentiel observé par Fishman entre Juifs ultra-orthodoxes et non-orthodoxes à New York (405).

Or, le "sauvetage" par l'intermédiaire des communautarismes ou des nationalismes n'est pas sans risque, en particulier dans une perspective écolinguistique. En premier lieu, toutes les langues et toutes les communautés linguistiques ne sont pas armées pour le conflit – Fishman dit expressément: "quand on n'a pas les moyens d'un conflit politique et d'un objectif de pouvoir" (396) – : ainsi les deux régions précédemment mentionnées disposaient aussi (et peut-être surtout) de solides bases économiques pour engager le conflit, tandis que les capitaux juifs soutiennent l'ultra-orthodoxie et le sionisme. On voit bien par conséquent que le danger darwiniste de sélection parmi les langues n'est pas pour autant écarté. Ensuite, la logique d'affrontement débouche sur la confrontation de communautarismes ou de nationalismes qui sont par nature autoexcluants, ainsi que le démontre le cas basque. Le communautarisme ou le nationalisme et leurs dérives instrumentalisatrices (et partant contraires à l'esprit démocratique) sont-ils alors le prix à payer pour le "sauvetage" d'une langue menacée? Est-ce au mieux un pis-aller? Voilà de bien épineuses questions que je laisserai, au moins en partie ici, en suspens...

5. Le nécessaire et le suffisant

Revenons pour l'instant au titre de cet exposé et à l'interrogation qui y figure: "les conditions nécessaires sont-elles suffisantes?". Si nous nous référons à nouveau à l'échelle proposée par Fishman, il apparaît clairement que ses deux étages principaux doivent nécessairement se combiner pour parvenir au résultat escompté: le "sauvetage". Si l'on s'en tient à la phase inférieure, "le bas", on s'aperçoit bien vite des limites des actions salvatrices ("indispensablement nécessaires mais non suffisantes pour le succès du RLS" selon les termes de Fishman: 414) ne disposant que du pouvoir que peut conférer une somme d'individus même convertie en une masse de militants. Ils ne peuvent au mieux qu'exercer un contrepouvoir, mettre en place des instruments alternatifs à ceux du pouvoir en place et réputé hostile. C'est l'accession à un degré quelconque de pouvoir politique du mouvement revendicatif qui lui permettra de mettre en œuvre une planification linguistique plus ou moins ambitieuse, en fonction à la fois des limites de ce pouvoir politique, de la marge de manœuvre économique et de la situation sociolinguistique. C'est par ce dernier différentiel que l'on peut par exemple expliquer les degrés de réussite divergents des politiques linguistiques menées au Pays Basque et en Catalogne, au bénéfice de celle-ci.

Mais l'obtention "du haut" ne met pas les langues menacées définitivement à l'abri. L'exemple du gaélique en République d'Irlande vient immédiatement à l'esprit en tant qu'exemple d'échec d'une volonté politique d'imposition de la langue devenue nationale face à la nécessité quotidienne de l'anglais, langue économique indétrônée.

Les exemples de la Catalogne et du Pays Basque peuvent à nouveau être mentionnés. Dans ces deux communautés autonomes, bien que de manière diverse, la configuration des systèmes scolaires a permis, par le biais d'une large diffusion des langues menacées, l'acquisition de compétences linguistiques indéniables au sein des jeunes générations, depuis une vingtaine d'années.

Cependant, le monde actuel est caractérisé par l'abondance des flux migratoires, qui peuvent se révéler aussi destructeurs dans le cas de l'émigration massive que dans celui d'une immigration conséquente. Dans nos derniers exemples, chez les nombreux jeunes "issus de l'immigration" (originaires d'autres régions d'Espagne et castillanophones), la compétence acquise ne se traduit pas nécessairement par des usages linguistiques à la hauteur des efforts institutionnels consentis. L'alternance politique en Catalogne a vu se développer une assez vive contestation de la planification jusque là adoptée, pourtant contraignante (immersion) à l'égard des alloglottes se sentant souvent eux-mêmes menacés dans la transmission intergénérationnelle de leur langue, pourtant globalement dominante. "Le bas" (l'individu et ses sphères proches) conserve donc une capacité d'inertie voire

de résistance capable d'invalider les effets des instruments pilotés par "le haut". C'est, dans le cas cité, comme une ironie de l'histoire: à la menace située sur le plan des représentations (pour l'essentiel fantasmée, quoique réellement ressentie au quotidien) répond une attitude et des comportements similaires à ceux mis en pratique naguère face à une menace bien réelle de substitution exercée à l'encontre du catalan et du basque.

La GIDS, qui marque pour Fishman les étapes du Renversement de la Substitution Linguistique, s'inscrit dans une progression à la fois théorique et pratique (encore qu'il reconnaisse explicitement que "la vraie vie est toujours pleine de beaucoup plus de complexités et d'irrégularités que celles que la théorie peut prendre en compte": 396) dont toutes les strates sont nécessaires à assurer le "sauvetage" d'une langue menacée. Elles semblent suffire à parvenir au but recherché, mais cela, me semble-t-il, à deux conditions qui doivent en outre se trouver réunies. La première est que, une fois les strates "du haut" à disposition, celles "du bas" ne viennent pas à faire défaut, autrement dit que tout l'échafaudage institutionnel de politique et de planification linguistiques soit supporté (à la fois dans le sens architectural et anglo-saxon du terme) par les individus-locuteurs réunis en communauté. Il faut donc, comme je l'ai formulé ailleurs (Lagarde, 2004), que, le *status* étant acquis, l'*habitus* ne se dérobe pas. Fishman ne dit pas autre chose: "Tout aussi pernicieuses [...] sont les "vellités de contrôle sociétal" prématurées de nombreux avocats du RLS qui se lancent immédiatement au sommet de la montagne sans se rendre compte qu'il est nécessaire d'en passer d'abord par la base" (414).

La seconde est que d'autres motivations viennent s'amalgamer à celles, linguistiques voire politiques, jusqu'ici évoquées. Il s'agit donc de répertorier d'une manière générale, l'ensemble de ces motivations, de repérer pour chaque cas particulier, les critères ou éléments favorables voire indispensables au maintien ou au développement de l'*habitus*. Ainsi, la clé du succès relatif de la "normalisation linguistique" catalane a sans doute également résidé (à la différence de la plupart des autres régions espagnoles "bilingues") dans l'équation 'catalan = langue de la réussite économique et sociale'; ainsi, l'exemplarité qu'accorde à juste titre Fishman à la récupération de l'hébreu en Israël doit bien davantage à l'élément religieux et à l'idéologie sioniste qu'à la seule planification linguistique en sa faveur. Ici et là, le nationalisme, la conquête et la défense d'un territoire pour la langue sont donc à l'œuvre. Peut-on faire sans nationalisme? Certainement, si l'on se mure dans un communautarisme toléré par la société et l'Etat; mais n'est-ce pas là, à microéchelle, le même ressort et les mêmes travers qui opèrent? Certainement aussi, si la langue (ou la variété linguistique) n'est pas menacée, à savoir si la pérennité du territoire est assurée, si "le bas" (pour l'essentiel, la loyauté et tout ce qui en découle) se perpétue et si les langues

dominantes ne s'inscrivent pas dans un processus glottophage (autrement dit, si nous sommes dans une configuration de "diglossie stable"). Cette somme de critères se trouve ainsi réunie en Suisse alémanique, mais ce n'est pratiquement plus le cas en Suisse romande ni dans les régions rhéto-romanches. Renverser le processus de substitution linguistique, nous dit Fishman, n'est pas nécessairement "impossible ou voué à l'échec". Il est cependant "tellement difficile d'y parvenir" (411)...

BIBLIOGRAPHIE

- Aracil, L.V. (1982): Papers de sociolingüística. Barcelona (La Magrana).
- Boyer, H. (2002): "La "mort des langues": une question (toujours) d'actualité". In: *Lengas*, 51, 159-168.
- Boyer, H. (éd.). (2004): *Langues et contacts de langues dans l'aire méditerranéenne: pratiques, représentations, gestions*. Paris (L'Harmattan).
- Calvet, L.-J. & Varela, L. (2000): "XX^e siècle: le crépuscule des langues? Critique du discours Politico-Linguistiquement Correct". In: *Estudios de sociolingüística*, 1(2), 47-64.
- Calvet, L.-J. (1974): *Linguistique et colonialisme: petit traité de glottophagie*. Paris (Payot).
- Calvet, L.-J. (1987): *La guerre des langues et les politiques linguistiques*. Paris (Payot).
- Calvet, L.-J. (1999): *Pour une écologie des langues du monde*. Paris (Plon).
- Calvet, L.-J. (2002): *Le marché aux langues: essai de politologie linguistique sur la mondialisation*. Paris (Plon).
- Caminal, M. (ed.) (1998): *Nacionalisme i partits nacionals a Catalunya*. Barcelona (Empúries).
- Crystal, D. (2000): *Language Death*. Cambridge (Cambridge University Press).
- Deleuze, G. & Guattari, F. (1980): *Mille plateaux*. Paris (Minuit).
- Fishman, J.A. (1991): *Reversing language shift: theoretical and empirical foundations of assistance to threatened languages*. Clevedon (Multilingual Matters) (réimpr. 1996).
- Gellner, E. (1997): *Nationalism*. London (Weindenfeld & Nicolson).
- Giles, H. (ed.) (1977): *Language, ethnicity and intergroup relations*. London (Academic Press).
- Glissant, E. (1990): *Poétique de la relation*. Paris (Gallimard).
- Gobierno Vasco (1994): *Comparecencia a petición propia de la Secretaria General de Política Lingüística del Gobierno Vasco ante la Comisión de Instituciones e Interior del Parlamento Vasco, Vitoria-Gasteiz, 22 de abril de 1994*. Vitoria-Gasteiz (Eusko Jaurlaritza-Gobierno Vasco).
- Gumperz, J. (1989): *Engager la conversation: introduction à la sociolinguistique interactionnelle*. Paris (Minuit).
- Hagège, C. (2000): *Halte à la mort des langues*. Paris (Odile Jacob).
- Haugen, E. (1966): *Language Conflict and Language Planning: The Case of Modern Norwegian*. Cambridge (Harvard University Press).
- Junyent, C. (1998): *Contra la planificació*. Barcelona (Empúries).
- Labov, W. (1976): *Sociolinguistique*. Paris (Minuit).
- Labov, W. (1978): *Le parler ordinaire: la langue dans les ghettos noirs des Etats-Unis*. Paris (Minuit).

Lagarde, C. (2004): "Habitus et status: des concepts à une typologie des situations de bilinguisme".
In: Boyer, H. (éd.), Langues et contacts de langues dans l'aire méditerranéenne: pratiques, représentations, gestions (219-234). Paris (L'Harmattan).

Mackey, W.F. (1976): Bilinguisme et contact des langues. Paris (Klincksieck).

Marley, D. (1995): Parler catalan à Perpignan. Paris (L'Harmattan).

Annexe

L'"Echelle Graduée de Rupture Intergénérationnelle" (GIDS) de J. Fishman (1991: 395)

Les étapes du renversement de la substitution linguistique

Degré de gravité de la perturbation intergénérationnelle

(Ce tableau se lit de bas en haut)

1. Éducation, monde du travail, médias, interventions du gouvernement au niveau national et plus.
2. Médias et services gouvernementaux locaux, régionaux.
3. Monde du travail local, régional (dépassant le simple voisinage) parmi les Xais et les Yais.
- 4b. Écoles publiques pour les enfants Xais, offrant un enseignement en Xais; essentiellement sous contrôle des Yais en matière de personnel et de carrière.
- 4a. Écoles privées (et non pas publiques) offrant un enseignement en Xais; essentiellement sous contrôle des Xais en matière de personnel et de carrière.

II. RLS pour dépasser la diglossie suite à son acquisition

5. Écoles privées (en plus des publiques) pour l'acquisition de la lecture et de l'écriture en Xais pour les jeunes et les adultes.
6. Base de la transmission de la langue maternelle: concentration démographique intergénérationnelle maison + famille + voisinage.
7. Interaction culturelle en Xais concernant d'abord la génération la plus âgée de la communauté.
8. Reconstruction du Xais et acquisition du Xais comme deuxième langue.

I. RLS ("Reverse Language Shift") pour atteindre la diglossie (ce qui suppose une clarification idéologique antérieure)

(Fishman, 1991: 395 et d'après la trad. française de D. Marley, 1995: 91)